

LA MONTAGNE VIVRA

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

18 rue Thibault Chabrand
95240 CORMEILLES EN PARISIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

LA MONTAGNE VIVRA

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres de l'Association LA MONTAGNE VIVRA,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association **LA MONTAGNE VIVRA**, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Cergy le 19 juin 2025

Le commissaire aux comptes
EXPONENS Conseil & Expertise



Stéphane CUZIN
Associé

Bilan Actif

		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	11 895	11 895		357
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
ACTIF CIRCULANT	Constructions	509 273	322 687	186 585	113 143
	Installations techniques,mat. et outillage indus.	162 905	151 947	10 958	9 331
	Autres immobilisations corporelles	153 305	93 581	59 724	34 470
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
COMPTES DE REGULARISATION	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	4 074		4 074	4 074
	TOTAL (I)	841 452	580 110	261 341	161 376
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
COMPTES DE REGULARISATION	Avances et Acomptes versés sur commandes				431
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	265 502		265 502	178 433
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	17 951		17 951	4 076
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	428 405		428 405	589 470
	Charges constatées d'avance	6 409		6 409	8 572
	TOTAL (II)	718 267		718 267	780 982
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
COMPTES DE REGULARISATION	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecarts de conversion actif (V)				
	TOTAL ACTIF (I à V)	1 559 718	580 110	979 608	942 357
	(1) dont droit au bail				
	(2) dont à moins d'un an			4 074	4 074
	(3) dont à plus d'un an				

Bilan Passif

		31/12/2024	31/12/2023
Fonds associatifs	Fonds propres		
	Fonds associatifs sans droit de reprise <i>Dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables</i>	308 344	308 344
	Ecart de réévaluation		
	Réserves	44 154	72 616
	Report à nouveau	42 630	115 613
	Résultat de l'exercice	(69 092)	(65 680)
	Total des fonds propres	326 036	430 892
	Autres fonds associatifs		
	Fonds associatifs avec droit de reprise - Apports - Legs et donations - Subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables	9 740	9 740
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs	17 746	(18 018)
Provisions	Droits des propriétaires		
	Ecart de réévaluation		
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	38 028	45 880
	Provisions réglementées	95 900	95 900
	Total des autres fonds associatifs	161 414	133 502
	Total des fonds associatifs	487 450	564 394
	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	26 217	26 217
	Total des provisions	26 217	26 217
Fonds dédiés	Sur subventions de fonctionnement Sur dons manuels affectés Sur legs et donations affectés	100 453	104 520
	Total des fonds dédiés	100 453	104 520
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	48 058	
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	68 617	61 383
	Dettes fiscales et sociales	233 349	171 028
	DETTES DIVERSES		
TOTAL PASSIF	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	12 465	14 816
	Produits constatés d'avance	3 000	
	Total des dettes	365 488	247 227
	Ecart de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	979 608	942 357
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	(69 092,15)	(65 680,47)
	(1) Dont à moins d'un an	321 466	247 227
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		
	ENGAGEMENTS DONNES		

Etats financiers au 31/12/2024

Compte de Résultat

Compte de Résultat 1/2

		31/12/2024	31/12/2023
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	1 644	13 820
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		(9 860)
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service		
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	1 523 791	1 577 330
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	300	29 575
CHARGES D'EXPLOITATION	Utilisations des fonds dédiés		16 413
	Autres produits	35 268	32 022
	Total des produits d'exploitation	1 561 003	1 659 301
	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	428 089	517 804
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	84 867	94 679
	Salaires et traitements	762 098	760 148
	Charges sociales	318 884	302 093
	Dotation aux amortissements et dépréciations	39 030	41 062
	Dotation aux provisions		
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	6 359	8 360
	Total des charges d'exploitation	1 639 327	1 724 147
RESULTAT D'EXPLOITATION		(78 324)	(64 846)

Compte de Résultat 2/2

		31/12/2024	31/12/2023
RESULTAT D'EXPLOITATION		(78 324)	(64 846)
PRODUITS FINANCIERS	De participation D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	5 619	2 463
	Total des produits financiers	5 619	2 463
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	1 113	
	Total des charges financières	1 113	
RESULTAT FINANCIER		4 506	2 463
RESULTAT COURANT avant impôts		(73 818)	(62 382)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	3 526 13 152	16 836 13 463 6 344
	Total des produits exceptionnels	16 678	36 643
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	11 952	38 923 1 018
	Total des charges exceptionnelles	11 952	39 941
RESULTAT EXCEPTIONNEL		4 726	(3 298)
Participation des salariés aux résultats Impôts sur les bénéfices			
TOTAL DES PRODUITS		1 583 300	1 698 408
TOTAL DES CHARGES		1 652 392	1 764 088
EXCEDENT ou DEFICIT		(69 092)	(65 680)
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature Prestations en nature Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature Mise à disposition gratuite de biens Prestations Personnel bénévole			
TOTAL			

Etats financiers au 31/12/2024

ANNEXE

Règles et Méthodes Comptables

FAITS CARACTERISTIQUES

Le bilan de l'exercice présente un total de 979 608 euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total produits de 1 583 300 euros et un total charges de 1 652 392 euros, dégageant ainsi un résultat de -69 092 euros.

L'exercice considéré débute le 01/01/2024 et finit le 31/12/2024.

Il a une durée de 12 mois.

Caractéristique de l'association :

L'association La montagne vivra dans l'article 1 de ses statuts se propose de mettre en oeuvre des outils spécifiques favorisant l'insertion sur le territoire des personnes en difficulté.

L'association anime des activités :

- d'accompagnement social dans le cadre de la protection de l'enfance
 - Service d'Accueil d'Urgence qui héberge des jeunes confiés par l'Aide Sociale à l'Enfance et les Tribunaux de 11 à 21 ans et qui se doit d'évaluer la situation du jeune et faire des propositions d'orientation dans un délai de 2 mois.
 - Le Dispositif Interactif de Remobilisation, accueil de jour pour des jeunes de 10 à 15 ans fâchés avec l'école et qui pendant 2 mois de date à date sont accueillis dans la structure pour pouvoir revenir dans leur scolarité habituelle.
- d'insertion sociale et professionnelle dans le cadre d'un organisme de formation
 - L'Espace qui travaille avec des jeunes de 16 à 25 ans en multi-difficultés mettant en place des actions individuelles pour avancer sur les questions de santé, de papiers que des actions collectives préparant à l'emploi ou la formation : Table Ouverte, Boutique...
 - L'Atelier de Pédagogie Personnalisée, un lieu de formation à la carte dès 16 ans pour des demandeurs d'emploi, des salariés pour apprendre le français, se préparer à un concours, découvrir ou se perfectionner en bureautique, obtenir la certification CLéA.

Les comptes annuels de l'Association résultent de l'agrégation :

- du siège de l'association ;
- des établissements en gestion conventionnée :
 - . Le Service d'Accueil d'Urgence (SAU)
 - . Le Dispositif Interactif de Remobilisation (DIR)

Ces établissements bénéficient d'une gestion conventionnée relevant de l'article L.312-1 du Code de l'action Sociale et des Familles ; ils sont sous la tutelle du Conseil Départemental du Val d'Oise.

- des établissements en gestion non conventionnée :
 - . L'Atelier de Pédagogie Personnalisée (APP)
 - . L'Espace

Les opérations inter-établissements sont éliminées, tant au niveau du compte de résultat que du bilan.

A noter que l'association ne perçoit plus de subvention de la Région Ile de France pour l'Espace.

Règles et Méthodes Comptables

PRINCIPES COMPTABLES, METHODES D'EVALUATION, COMPARABILITE DES COMPTES

Les comptes annuels sont établis et présentés conformément aux dispositions du plan comptable général (ANC 2014-03), du règlement ANC 2018-06 relatif aux entités de droit privé à but non lucratif et de l'avis CNC n°2007-05 et des dispositions de l'Instruction M22 applicables aux établissements et services sociaux et médicaux sociaux privés.

Les conventions qui suivent ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation,
- Indépendance des exercices,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Par-delà les informations devant obligatoirement figurer dans l'annexe, seules les informations jugées significatives y sont mentionnées. Les montants sont exprimés en euros.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

PRINCIPALES METHODES UTILISEES

Immobilisations

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'usage des biens.

- Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels : 3 à 5 ans
- Constructions : 15 à 50 ans
- Aménagements des constructions : 5 à 10 ans
- Matériels et outillages : 4 à 5 ans
- Installations générales, agencements et aménagements : 5 à 10 ans
- Matériels de transport : 4 à 8 ans
- Mobilier, matériels de bureaux et matériels informatiques : 3 à 10 ans

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais d'acquisition. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une

Règles et Méthodes Comptables

dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, fait l'objet d'une dépréciation pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement obtenues sous conditions résolutoires sont enregistrées dès la signature de l'accord.

Les subventions obtenues sous condition suspensives, sont comptabilisées lors de la levée des conditions.

Les subventions d'investissement affectés à des biens dont le renouvellement incombe à l'association sont maintenues au passif dans les fonds associatifs avec ou sans droit de reprise en fonction des clauses de la convention d'octroi de la subvention.

Les subventions finançant des investissements non renouvelables par l'association sont amortissables et reprises en résultat au rythme de l'amortissement des biens financés.

Provisions réglementées

Les provisions réglementées sont des provisions qui ne répondent pas à la définition du plan comptable, et ne sont constituées qu'en vertu de dispositions réglementaires spécifiques.

Provisions réglementées destinées à renforcer la couverture du besoin en fonds de roulement

Les établissements ont pu recevoir des fonds mis durablement à leur disposition par les financeurs en vue de renforcer la couverture de leur besoin en fonds de roulement. Ces provisions sont constituées par dotation aux provisions inscrites en charges exceptionnelles.

Leur reprise s'effectue obligatoirement par le compte de résultat et doit, en principe, générer un résultat administratif excédentaire qui sera affecté à l'investissement.

Fonds dédiés

Les fonds dédiés figurant au passif correspondent à la clôture de l'exercice à la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être utilisée conformément à l'engagement pris initialement.

Règles et Méthodes Comptables

Les fonds reçus sont comptabilisés en totalité dans les comptes de produits selon leur nature (subventions d'exploitation non pérennes, ...). A la clôture l'engagement d'emploi du solde du financement non encore employé conformément à son objet est inscrit en charges en « Engagements à réaliser sur ressources affectées » et au passif sous la rubrique « Fonds dédiés ».

Les fonds dédiés sont repris en produits en « Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs » au fur et à mesure de l'emploi des fonds.

Provisions pour risques et charges

Ces provisions, enregistrées en conformité avec le règlement CRC N° 2000-06, sont destinées à couvrir les risques et les charges que des événements en cours ou survenus rendent probables, nettement précisés quant à leur objet mais dont la réalisation et l'échéance ou le montant sont incertains.

Autres informations

Engagements de retraite

L'indemnité de départ à la retraite s'élève à 185.800 charges comprises pour les salariés de l'association.

Une provision de 26 218 € figure dans les comptes présentés.

Pour les salariés relevant de la gestion conventionnée, la collectivité territoriale paiera le moment venu.

Rémunération des dirigeants des associations (loi n°2006-586)

En 2024, le montant des rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants salariés ou bénévoles (salaires, primes et avantages en nature inclus), tel que défini à l'article 20 de la loi n°2006-586, ne peut être mentionné. En effet, le montant à indiquer conduirait à donner une rémunération individuelle.

Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant des honoraires comptabilisés au titre du contrôle légal des comptes est de 7.344,80 € TTC.

Effectif au 31/12/2024

L'effectif, en nombre de salariés au 31 décembre 2024 est de 29 personnes représentant 25,86 équivalents temps pleins répartis en :

- Cadres et intermédiaires : 6 personnes
- Non cadres : 23 personnes

Règles et Méthodes Comptables

Bénévolat

L'association n'a pas eu recours au bénévolat en 2024.

Evènements postérieurs à la clôture

Néant

Autres engagements donnés

Nantissement du compte bancaire rémunéré à hauteur de 50.000 € en garantie du prêt auprès de la banque Crédit Mutuel

Tableau de suivi des fonds associatifs

Libellé	Solde au début de l'exercice A	Augmentations B	Diminutions C	Solde à la fin de l'exercice D = A + B - C
Fonds associatifs sans droit de reprise				
- Patrimoine intégré				
- Fonds statutaires				
- Subventions d'investissement non renouvelables				
- Apports sans droit de reprise	308 344			308 344
- Legs et donations avec contrepartie d'actif immobilisés				
- Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables				
Ecarts de réévaluation sur des biens sans droit de reprise				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves	72 616		28 462	44 154
Report à nouveau	115 613	112 613	185 596	42 630
Résultat de l'exercice	(65 680)	65 680	69 092	(69 092)
Fonds associatifs avec droit de reprise				
- Apports	9 740			9 740
- Legs et donations				
- Subventions d'investissement sur biens renouvelables				
Résultats sous contrôle des tiers financeurs	(18 018)	81 235	45 471	17 746
Droits des propriétaires (Commodat)				
Ecarts de réévaluation sur des biens avec droit de reprise				
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	45 880		7 852	38 028
Provisions réglementées	95 900			95 900
TOTAL	564 394	259 529	336 473	487 450

Tableau de suivi des fonds dédiés

I - SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AFFECTEES				
Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
	A	B	C	D = A - B + C
Fonds dédiés				
SAU	19 817	4 067		15 750
US	84 703			84 703
TOTAL	104 520	4 067		100 453

II - RESSOURCES PROVENANT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC				
Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
	A	B	C	D = A - B + C
Dons manuels				
NEANT				
Total				
Legs et donations				
NEANT				
Total				
TOTAL				

Tableau de détermination du résultat effectif global de l'entité

	31/12/2024	31/12/2023
RESULTAT COMPTABLE	(69 092)	(65 680)
Reprise du résultat antérieur		
EXCEDENT ou DEFICIT EFFECTIF GLOBAL	(69 092)	(65 680)
Dont résultat effectif sous gestion propre	(41 505)	(62 302)
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	(27 588)	(3 378)

Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	11 895					11 895
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	11 895					11 895
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement	409 288		99 985			509 273
	Instal technique, matériel outillage industriels	158 122		4 783			162 905
	Instal., agencement, aménagement divers	35 482					35 482
	Matériel de transport	101 950		34 228		30 538	105 640
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	11 741					11 741
	Emballages récupérables et divers	442					442
	Immobilisations grévées de droits						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	717 025		138 996		30 538	825 482
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	4 074					4 074
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	4 074					4 074
TOTAL		732 994		138 996		30 538	841 452

Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Autres	11 538	357		11 895
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	11 538	357		11 895
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement	296 144	26 543		322 687
	Instal technique, matériel outillage industriels	148 791	3 156		151 947
	Autres instal., agencement, aménagement divers	24 525	1 443		25 968
	Matériel de transport	79 001	7 160	30 538	55 622
	Matériel de bureau, mobilier	11 177	371		11 548
	Emballages récupérables et divers	442			442
	Immobilisations grevées de droits				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	560 080	38 673	30 538	568 215
TOTAL		571 619	39 030	30 538	580 110

Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres	95 900			95 900
	PROVISIONS REGLEMEENTEES	95 900			95 900
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres	26 217			26 217
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	26 217			26 217
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
TOTAL GENERAL		122 117			122 117

Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.			

--

Créances et Dettes

		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	4 074	4 074	
	Clients douteux ou litigieux	8 470	8 470	
	Autres créances clients	257 032	257 032	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	8 825	8 825	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	5 040	5 040	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	3 000	3 000	
	Groupe et associés			
	Débiteurs divers	1 086	1 086	
	Charges constatées d'avance	6 409	6 409	
	TOTAL DES CREANCES	293 936	293 936	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	48 058	4 036	18 363	25 659
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	68 617	68 617		
	Personnel et comptes rattachés	99 072	99 072		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	95 824	95 824		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	38 454	38 454		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés				
	Autres dettes	12 465	12 465		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	3 000	3 000		
	TOTAL DES DETTES	365 488	321 466	18 363	25 659
Emprunts souscrits en cours d'exercice		50 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice		1 942			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Charges à payer

		31/12/2024
Total des Charges à payer		138 515
Dettes fournisseurs et comptes rattachés <i>FOURNISSEURS - FNP</i>	24 537	24 537
Dettes fiscales et sociales <i>DETTE PROVISIONNEE POUR CONGES A CHARGES SOCIALES SUR CONGES A PAYER</i>	78 605 35 372	113 978

Produits à recevoir

		31/12/2024
Total des Produits à recevoir		8 040
Autres créances		8 040
	PRODUITS A RECEVOIR.	5 040
	SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	3 000

Charges constatées d'avance

	Période	Montants	31/12/2024
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			6 409
Abonnements divers		799	
Location Grenke		3 851	
Assurance		1 758	
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			6 409

--

Produits constatés d'avance

[illegible]